

Compte rendu du livre de ZUBOFF, Shoshana. The age of surveillance capitalism. The fight for a human future at the new frontier of power. New York, PublicAffairs, 2019.

Patrick Gaboriau

► **To cite this version:**

Patrick Gaboriau. Compte rendu du livre de ZUBOFF, Shoshana. The age of surveillance capitalism. The fight for a human future at the new frontier of power. New York, PublicAffairs, 2019.. 2020. halshs-02512297

HAL Id: halshs-02512297

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02512297>

Submitted on 19 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mars 2020

Compte rendu

ZUBOFF, Shoshana. *The age of surveillance capitalism. The fight for a human future at the new frontier of power.* New York, PublicAffairs, 2019.

Loin d'être des sociétés pacifiées allégées de règles autoritaires, les sociétés néo-libérales paraissent promouvoir l'autoritarisme. Les tenants du capitalisme affirment qu'il promeut la liberté. Mais c'est négliger la dégradation de l'environnement et l'accroissement des inégalités qu'elles entraînent, sans compter l'émergence de régimes politiques autoritaires en Russie, en Chine, en Hongrie, en Pologne, voire en France, comme le montre la répression des *Gilets jaunes*. Ces sociétés fonctionnent autour d'une organisation centralisée jugeant de l'intérêt général, autour d'un état d'esprit et d'une éthique universelle et rationnelle, c'est-à-dire bureaucratique.

L'autoritarisme ne signifie pas nécessairement l'usage de la force. Antonio Gramsci souligne l'importance des médias, de l'éducation et de la religion qui s'appuient sur le consentement.

Durant la Guerre froide, dans les pays occidentaux de l'ouest, l'autoritarisme s'associait à l'Union soviétique. La conception devint

vite que la Russie et ses satellites allaient se démocratiser. D'ailleurs avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, la Russie se comprenait comme étant « en transition », allant d'un modèle, jugé désuet et répressif, vers le libéralisme économique et l'économie de marché, considérés comme libérateurs. Il semblait évident, pour quelques-uns, d'une part, qu'il n'y avait qu'une route pour aller tout à la fois vers la démocratie, le progrès et la liberté et, d'autre part, qu'une fois parvenu à une démocratie, le pays y resterait immanquablement.

Les sociétés néo-libérales s'orientent vers la privatisation progressive des infrastructures publiques (poste, SNCF, gestion de l'eau et de l'électricité...). Peu à peu se met en place une « transformation des services publics sur les principes de la théorie du contrat » (p. 30). Cela donne place, chez le personnel, à une forte insécurité, à une concurrence, à la rupture de liens de solidarité (qu'on pense au métier de cheminots). En ce temps de précarisation des services publics – école, université, hôpital -, les logements urbains deviennent de plus en plus chers, d'où la concentration territoriale des riches, dans les zones aérées aux appartements confortables, et des pauvres, dans les zones dévalorisées aux immeubles délabrés.

Cet agencement global suppose un « nouvel autoritarisme » (p. 23). Celui-ci recompose le paysage, avec des exclus, des chômeurs, des migrants, des pauvres qui seront l'objet de politiques répressives.

L'autoritarisme « n'est pas un mouvement politique avec sa propre idéologie ». C'est davantage « une manière d'accomplir une série d'idées ou une politique, avec des leaders qui utilisent des méthodes coercitives contre les opposants, ou des groupes spécifiques de citoyens, ou tous les citoyens. » (p. 35.)

La création de « systèmes coercitifs » (p. 39) repose sur la stigmatisation de groupes sociaux ou de professions : les pauvres, les retraités, les fonctionnaires ; sur l'appel au leader à poigne, aux règles rigides et militaires ; sur l'introduction du thème de l'insécurité comme moyen de coercition et de mise en compétition (sous l'analogie de la lutte commerciale). La tendance à traiter tout élément social comme si c'était un business ou une start-up avec des objectifs, des stratégies et des ambitions commerciales. Autant de principes qui impliquent une censure des médias sous la forme de nominations controversées ou de dirigeants conformistes. Se met en place le contrôle renforcé des chômeurs, la diminution de leurs indemnités, avec des mécanismes de sanctions pour les récalcitrants. L'organisation d'ensemble suppose pourtant des bas salaires et du travail à temps partiel. Dans les économies de marché, les citoyens sont pensés comme étant autonomes, avec un emploi, dans l'idéal des propriétaires de leur logement et des épargnants.

Primo Levi écrit que « chaque époque a son propre fascisme. » Le « nouvel autoritarisme » entraîne une montée des résistances à l'autorité de l'État. En Chine, en Russie et aux États-Unis, le tournant autoritaire est à associer avec le militarisme et les dépenses accrues d'armement. Des leaders belliqueux et provocateurs gouvernent (par exemple Donald Trump). Les nouvelles technologies de l'information permettent des cyberinfiltrations, un contrôle accru des citoyens (de vastes prisons préventives naissent – les Chinois placent les minorités musulmanes dans des camps). L'ensemble conduit à des inégalités et hiérarchies sociales renforcées, à l'exclusion d'une partie de la population, au gommage de droits collectifs ou individuels.

Ce nouveau type d'organisation entraîne des mouvements de contestation. *Los Indignados* en Espagne, les *Gilets jaunes* en France, les révoltes d'août 2011 en Angleterre.

« Google est à la surveillance capitaliste ce qu'était la compagnie Ford et General Motors au capitalisme d'entreprise orienté vers la production de masse. » (p. 65.) C'est un point de départ, une codification nouvelle d'une forme puissante de capitalisme. Thèse de l'auteur : les règles capitalistes restent, à savoir la maximalisation du profit, la production compétitive, l'objectif de croissance, cependant une nouvelle logique d'accumulation prend forme. L'argent rapide (*impatient money*) devient l'objectif des startups de la Silicon Valley.

Les produits de Google, fruits de la surveillance économique, se font en fonction de prédictions en rapport avec nos comportements. Nos vies deviennent des données comportementales qui sont vendues à d'autres, notamment pour renforcer le contrôle des personnes.

Prend forme une intrusion progressive dans la vie privée, à partir d'espaces peu à peu circonscrits : l'ordinateur, le téléphone, les pages web, l'adresse et la rue, les courriels reçus et envoyés, les journaux consultés, les achats effectués, les sites qui retiennent l'attention, les goûts, la sexualité, l'âge et la photo de l'utilisateur. De la sorte, à partir d'une logique accumulatrice, se dessine un profil et, d'un point de vue plus général, une forme d'organisation sociale basée sur la surveillance et la collecte des indices laissés. Pour la police, le tout se complétera en direct à partir de la reconnaissance faciale sur les lieux publics, qui permettra une synthèse d'informations.

Dans cette logique, « le comportement imprévisible est l'équivalent d'une perte de revenu » (p. 151). Les questions globales étant : « Qui sait ? Qui décide ? Qui décide de qui

décide ? » (p. 170), c'est-à-dire quelle est la source et la légitimité du pouvoir qui centralise les données ? Ce sont des entreprises capitalistes, à commencer par Google, qui contrôlent les processus d'accumulation de l'information en rapport avec les comportements humains et, en dehors de tout contrôle démocratique, en détiennent les clés, c'est-à-dire l'accès aux sources.

Le capitalisme industriel opposait le capital et le travail, l'enjeu se jouait dans des lieux d'exploitation, l'usine, la fabrique, l'industrie, le bureau. La compétition est maintenant en rapport avec les revenus de la surveillance, son objet n'est pas localisée, c'est « nous », « ici et maintenant ».

La méthode d'exploitation consiste à prendre sans demander. Avec Google/Alphabet, Facebook, Microsoft, les animaux traqués, ce sont les citoyens suivis à la trace. « Cependant, 98 % des choses du monde ne sont pas connectés » (p. 215), dit un spécialiste. Le problème se pose alors pour le capitalisme contemporain : comment les connecter ? Que faire ensuite des données et comment les monétiser ? Si bien qu'on pourrait écrire : « Soyez votre propre espion ! Connectez-vous ! Vous enrichirez les sociétés de service qui monnaient les données ! Vous simplifierez le travail de la police ! » Cela, en le sachant ou non, car c'est « la dictature sans alternative » (p. 241).

Pour les républicains américains, la régulation du monde des affaires est vue comme une tyrannie et la surveillance paraît inévitable. Shoshana Zuboff appelle « instrumentarisme » cette forme d'instrumentalisation dans le but de modifier, prédire, monétiser ou contrôler les comportements.

L'instrumentalisme (« *instrumentarianism* ») suppose un « pouvoir totalitaire » (« *totalitarian power* ») sans précédent (p. 332). « C'est une forme d'observation sans témoins. » (p. 354.) En 2013, Edward

Snowden révèle le lien et la complicité entre les agences de renseignement et les compagnies technologiques. La vision d'une société informatisée présage-t-elle un projet social global, où la vie privée n'existerait plus ? Elle souligne en tous cas la vulnérabilité de la démocratie.

Patrick Gaboriau

Centre National de la Recherche scientifique (Lavue, Alter)

Institut d'Anthropologie de Paris